

CONTRE LES MESURES D'AUSTÉRITÉ

MANIFESTATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

ATTAQUES SUR NOS SALAIRES

Indexation

Le coût de la vie a augmenté de 0.9% cette année (selon l'indice légal de référence – qui ne prend même pas en compte l'augmentation des primes d'assurance maladie) mais vos salaires stagnent. C'est donc une perte de pouvoir d'achat.

CPEG

Le Conseil d'Etat veut modifier la répartition de la cotisation aux caisses de pension pour le personnel nouvellement engagé : la déduction sur le salaire augmenterait de 27% ! A ce stade, la Commission des finances a refusé le projet, mais le Grand Conseil n'a pas encore voté.

Pas de budget = pas de postes supplémentaires !

Si le budget n'est pas voté, les 314 postes promis seront supprimés ! Donc la dotation promise pour les EPI, les enseignant.es, etc passe à la trappe !

CONDITIONS DE TRAVAIL ET PRESTATIONS EN DANGER

Les prix augmentent mais vos salaires, non. Le plan financier quadriennal (PFQ) prévoit le blocage de l'indexation pour les 4 prochaines années également. **Exigeons le maintien du pouvoir d'achat !**

Ce projet de loi rend caduque l'égalité salariale entre ancien-ne-s et nouveaux-elles employé-e-s. **Pour une solidarité intergénérationnelle !**

Les postes prévus au budget 2022 étaient déjà insuffisants par rapport aux besoins. Le sous-effectif des services publics et subventionnés, signifient moins de prestations à la population, et de la surcharge pour les collègues souvent à bout. **Le manque de prestations affecte avant tout les plus précaires, déjà affectés par la crise.**

Sans vote du budget 2022, **l'annuité accordée pour 2022 pourrait être supprimée !**
Et le Conseil d'Etat veut encore **faciliter le licenciement** en modifiant la LPAC !

DEBRAYAGE ET MANIFESTATION

JEUDI 9 DECEMBRE 2021 À 16H, PLACE NEUVE

Mobilisons-nous, soyons nombreux-euses pour refuser des mesures d'économies sur le dos du personnel et de la population. Non à l'austérité voulue par la majorité de droite ! Ne coupons pas dans les prestations, ni dans les conditions de travail !

Signez et faites signer notre initiative fiscale [« Pour une contribution temporaire de solidarité des grosses fortunes »](#)